



La CGT
des établissements
d'Enseignement supérieur
et de Recherche

Pour un Service public national
d'Enseignement supérieur et de Recherche,
laïque, démocratique et émancipateur

Pour une rentrée offensive dans l'Enseignement Supérieur et la Recherche

rentrée universitaire 2024

30 août 2024

Grâce à la mobilisation syndicale et citoyenne, les résultats des élections législatives 2024 ont écarté la possibilité de la mise en place d'un gouvernement d'extrême droite. Le Président Macron a été sévèrement sanctionné et le Nouveau Front Populaire, porteur d'avancées sociales, est arrivé en tête.

Malgré tout, l'extrême droite et ses idées mortifères progressent davantage et nous appelons les collègues de l'ESR à faire reculer toute forme de racisme et de xénophobie dans nos établissements, à mettre en avant les idées d'ouverture, de progrès et de solidarité avec l'ensemble des agent·es et étudiant·es, quelles que soient leur origine, nationalité ou religion.

Certaines réformes très régressives qui étaient préparées par le gouvernement, notamment celle de la fonction publique, sont repoussées. Cependant, au lieu de prendre acte du résultat du scrutin qu'il a lui-même convoqué, Emmanuel Macron s'entête et continue sa stratégie du chaos. Son refus de nommer un·e Premier·ère Ministre porteur du programme arrivé en tête constitue un coup de force inédit dans notre Vème République.

Il est en particulier inacceptable que le Premier Ministre démissionnaire ait envoyé ses lettres de cadrage du budget de l'État qui étranglent les services publics, alors qu'il n'a aucune légitimité pour le faire.

Dans ce cadre, l'Union CGT FERC Sup revendique la nomination d'un gouvernement de progrès social et avec en particulier un·e ministre de l'ESR de plein exercice.

L'Enseignement supérieur et la Recherche continuent d'être durement mis à mal.

- Les budgets de l'ESR sont en baisse régulière en € constants, sans parler des coupes budgétaires de 2024 et de la mise en déficit de la moitié des établissements en 2023, alors que le nombre d'étudiant·es continue d'augmenter depuis 10 ans, que le système les pousse dans les bras de l'ES privé, et que, ne serait-ce que pour la bifurcation écologique, la recherche publique doit impérativement continuer à se développer.
- Le patrimoine de l'ESR, majoritairement propriété de l'État, est dans un état de délabrement très avancé et menacé de dévolution totale aux établissements.
- Les personnels continuent à subir une très grande précarité dans l'ESR (officiellement 35% de contractuel·les sans compter les vacataires).
- Les salaires sont notoirement faibles dans l'ESR, d'où un problème d'attractivité et de recrutement.
- La question de l'acte 2 de « l'autonomie » annoncée par Macron en décembre 2023 :
 - le statut des personnels ITRF et ITA est menacé par un rapport qui préconise en particulier la fin de la gestion nationale des carrières, l'augmentation du temps de travail ou la fusion des corps ITRF et ITA ;



- diverses « expérimentations » amorcées en juin pourraient se poursuivre dans une dizaine d'établissements, sans aucun mandat gouvernemental...
- Les CROUS restent insuffisamment dotés, ce qui maintient la précarité étudiante et pose la question de l'allocation étudiante. En particulier pour le logement étudiant, seuls 10% d'étudiant-es sont logés par le CROUS, le reste est sur le marché privé avec des loyers très élevés.

Construire les mobilisations

Le répit gagné aux élections législatives doit nous permettre de construire la mobilisation et faire progresser le rapport de force du côté des travailleur·ses et agent·es de l'ESR.

Plusieurs dates de mobilisations sont d'ores et déjà inscrites dans l'agenda social de cette rentrée :

- **Le 7 septembre** : les forces politiques ont pris leurs responsabilités en appelant à des mobilisations pour la démocratie et la justice sociale, ce qui permettra au monde du travail de se mobiliser dans un cadre citoyen pour dénoncer le coup de force d'Emmanuel Macron.
- **Les 8 et 21 septembre** pour des actions en faveur de la Paix et pour la Palestine.
- **Le 28 septembre** pour la journée mondiale pour le droit à l'avortement.
- **Le 1er octobre, grèves et manifestations unitaires et interprofessionnelles, pour revendiquer :**
 - **l'abrogation de la réforme des retraites,**
 - **l'augmentation du point d'indice et des pensions,**
 - **l'égalité entre les femmes et les hommes,**
 - **le financement de nos services publics, dont l'ESR, avec un recrutement à hauteur des besoins sur postes statutaires,**
 - **la mise en place d'un programme pluri-annuel de plusieurs dizaines de milliards d'€ pour le patrimoine de l'ESR.**
 - **Pour une Université gratuite, laïque, émancipatrice et ouverte à toutes et tous.**

